

Au Mexique, un massacre d'étudiants signe l'échec du président Peña Nieto

PAR EMILIE BARRAZA

ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 28 OCTOBRE 2014

La disparition et les assassinats de 43 étudiants par les autorités d'Iguala, avec la complicité directe du crime organisé, provoquent une immense émotion au Mexique. Ce nouveau drame met en échec la nouvelle communication du président issu du vieux PRI. La collusion entre les autorités locales et les cartels de la drogue provoque des explosions de violences.

México, correspondance.- « *Saving Mexico* ». En février dernier, la phrase s'étalait en Une du magazine américain *Time*, au-dessus d'un flatteur portrait du président mexicain Enrique Peña Nieto. Depuis le 26 septembre, et la disparition suivie des assassinats de 43 étudiants à Iguala, au sud de México, le « *sauveur du Mexique* » s'est transformé sur les réseaux sociaux en « *tueur du Mexique* », « *Slaying Mexico* ». Son visage a été remplacé par une tête de mort et ses mains portent une faux.

Les massacres s'accumulent en effet, que le fringant président de la République ne peut enrayer. Peña Nieto, incarnation modernisée du retour au pouvoir du parti dinosaure, le PRI (Parti de la révolution institutionnelle) au pouvoir de 1929 à 2000, est aujourd'hui accusé de couvrir les exactions. Le drame d'Iguala succède à un autre scandale, à Tlatlaya, dans l'État de México, à une centaine de kilomètres de la capitale. Le 30 juin, 22 jeunes armés, considérés comme des délinquants, dont deux adolescents, avaient été enfermés dans une grange et exécutés par l'armée, à la suite de violents affrontements. Après avoir tenté d'étouffer la tuerie en maquillant la scène de crime et en dissimulant les preuves, les autorités fédérales ont dû reconnaître la responsabilité des militaires dans ces exécutions sommaires.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Malgré une certaine accoutumance à la violence, ces deux dernières tragédies ont profondément choqué une partie du Mexique et mis en évidence l'inaction du président Enrique Peña Nieto. Arrivé au pouvoir

en décembre 2012, il a préféré occulter la brutalité des cartels de narcotrafiquants et leurs liens avec le pouvoir politique en espérant donner l'impression que la violence reculait.

Ce qui s'est passé à Iguala le vendredi 26 septembre est emblématique des problèmes qui gangrènent le Mexique depuis plusieurs décennies. Tout a démarré quand des étudiants de première année de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, petite bourgade située dans l'État du Guerrero, décidèrent de se rendre à Iguala. Triste ironie, ces futurs instituteurs, entre 19 et 23 ans, d'origine modeste et paysanne, étaient venus récolter des fonds, pour pouvoir se rendre à la grande manifestation nationale en hommage aux centaines d'étudiants assassinés par l'armée, à México, le 2 octobre 1968.

À Iguala, l'arrivée des étudiants tombe au plus mal car, ce soir-là, la ville a mis ses habits de fête : l'épouse du maire a convié plus de 4 000 personnes sur la place centrale, un événement censé lancer sa candidature à l'élection municipale en 2015, pour succéder à son mari. En apprenant la présence des étudiants, « *l'épouse du maire s'est énervée* », a témoigné un fonctionnaire municipal : « *Ils allaient lui gâcher sa fête et elle et son mari ont donc demandé à la police d'intervenir.* » C'est à ce moment que les étudiants prennent d'assaut des bus de transports publics. La police municipale d'Iguala, qui a, entre-temps, appelé en renfort la police voisine de Cocula, les intercepte et tire immédiatement.

Selon les rescapés de la fusillade, les tirs durent 40 minutes, pendant que le maire et son épouse dansent parmi les convives. Dans ce cauchemar, six personnes meurent, dont trois étudiants. La police locale fait ensuite monter de force dans ses pick-up une soixantaine d'étudiants. Quatorze jeunes s'échappent, mais les 43 autres disparaissent. Selon les aveux des policiers d'Iguala arrêtés après-coup, ils auraient livré les étudiants à la police municipale de Cocula, qui, à son tour, les auraient transmis aux membres du cartel Guerreros Unidos, le groupe criminel qui règne dans la région.

Depuis la révélation de ces événements, les polices locales d'Iguala et de Cocula ont été désarmées, la gendarmerie et la police fédérale ont investi les lieux et une trentaine d'agents sont sous les verrous en compagnie de membres de Guerreros Unidos. Plusieurs ont avoué avoir tué les étudiants. Les agents chargés de l'enquête ont jusqu'à maintenant localisé une vingtaine de fosses. L'équipe argentine de médecine légale, dépêchée sur place, pour identifier en toute indépendance les corps, va mettre plusieurs semaines à rendre leur identité à des cadavres, calcinés, souvent démembrés et parfois dissous dans de l'acide.

Ce drame projette la lumière sur une triste réalité bien connue des Mexicains : la collusion entre les autorités et le crime organisé dans l'État le plus pauvre et l'un des plus violents du Mexique, avec au centre, le maire d'Iguala et son épouse, José Luis Abarca et María Pineda. En fuite depuis trois semaines, ils sont désormais considérés par le bureau du procureur général de la République en charge de l'enquête, comme les responsables de ces événements.

L'épouse du maire attire particulièrement l'attention des enquêteurs. Elle est la sœur de deux membres du cartel de Beltran Leyva, assassinés en 2009 lors d'un règlement de comptes, et qui avaient fondé le cartel Guerreros Unidos, l'antenne locale du puissant cartel d'Hector Beltrán Leyva, lui-même sous les verrous depuis le 1^{er} octobre. À Iguala, depuis plusieurs années, le mari gère la mairie et s'occupe, avec son épouse, des activités délictueuses du cartel local. La ville, connue pour avoir été celle où a été signée l'indépendance du Mexique en 1821, est désormais victime de sa proximité avec la « Costa Grande » et la « Tierra Caliente », deux zones stratégiques pour la production de drogue.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

« Passer par Iguala est absolument nécessaire pour les trafiquants de drogue », analyse José Reveles, journaliste spécialisé sur le narcotrafic. Connu pour sa station balnéaire à renommée internationale, Acapulco, l'État du Guerrero est « l'un des États les plus importants pour la production de marijuana et

de pavot et constitue une place stratégique pour le transport de cocaïne ou de drogues de synthèse vers le nord », selon le chercheur Carlos Flores, politologue spécialiste du trafic de drogue. Le Guerrero est même devenu le premier État producteur de pavot au Mexique. Selon un récent rapport de l'ONU, 12 000 hectares sont dédiés à la culture du pavot dans l'ensemble du pays, un chiffre qui fait désormais du Mexique le premier pays du continent américain producteur d'héroïne, surpassant la Colombie !

Dans cette zone, comme dans beaucoup d'autres au Mexique, être maire relève du numéro d'équilibriste, entre engagement civique et relations pragmatiques avec le narcotrafic. « Beaucoup de maires sont obligés de pactiser avec des cartels, s'ils veulent conserver leur place, ou même rester vivants », souligne Carlos Flores. « Mais dans le cas d'Iguala, c'est le crime organisé qui a investi la municipalité », poursuit José Reveles.

Le massacre de Tlatelolco en 1968

Depuis ce drame, les révélations ou les soupçons de collusion entre des maires du Guerrero et le crime organisé se multiplient. Pour la revue mexicaine *Proceso*, la disparition et le massacre des 43 étudiants « démontrent le nouveau niveau d'impunité, de corruption et de violence dans lequel est plongé l'État, où la délinquance, protégée par les autorités des trois niveaux, local, régional et fédéral, contrôle une bonne partie du territoire ».

Mais si l'impunité est au cœur de ce crime, la disparition et les assassinats des étudiants à Iguala font suite à la « criminalisation » dont ils sont victimes depuis plusieurs décennies. Les Écoles normales rurales, vestiges de la Révolution mexicaine, ont été fondées en 1922 par le président Lázaro Cárdenas, très attaché à l'éducation socialiste et soucieux d'éduquer le paysannat pauvre du Mexique. Ces écoles sont « donc historiquement et traditionnellement à gauche, très attachées à leur rôle de conscientisation et d'éducation des plus pauvres », analyse l'historienne Tanalis Padilla, auteure d'une thèse sur ce sujet.

« Depuis les années 1950, il y a un abandon progressif de ces écoles », souligne-t-elle. Des 29 ouvertes en 1922, il n'en reste désormais que 17. Qui se soucie aujourd'hui d'éduquer les paysans ? « Plus personne », déplore l'historienne, pour qui « la criminalisation des Écoles normales rurales va de pair avec l'abandon progressif de la campagne mexicaine ».

Confrontés au manque de moyens, à la précarité de leurs installations et sans appui politique, ces « *reparies de guérilleros* » comme les qualifiait l'ancienne présidente du syndicat majoritaire des maîtres d'école (aujourd'hui emprisonnée pour corruption) sont obligés d'organiser des collectes d'argent, parfois musclées, et souvent durement réprimées par la police, comme en 2011, où deux étudiants avaient trouvé la mort lors l'une d'elles. À l'époque, un média local avait titré en Une : « *La police met enfin de l'ordre* ». Ces répressions continues « *créent un climat d'impunité autour de ces étudiants* », poursuit Tanalis Padilla. « *Considérés comme des délinquants, des vandales, et ajouté au racisme envers les paysans, leurs vies ne valent pas grand-chose* », déplore-t-elle.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

« *L'unique crime de mon fils est d'être un étudiant pauvre et d'aller à l'école publique* », criait, ce 22 octobre, le père de l'un des *normalistas* disparus, lors d'une grande marche organisée à Mexico pour dénoncer ce massacre. Dans la marche, beaucoup de manifestants accusaient le président Peña Nieto. « *Nous ne sommes pas dupes* », y dénonçait Victoria Moreno, une femme au foyer, les larmes aux yeux, « *ce président a voulu nous faire croire que tout allait bien au Mexique, mais le réveil est amer* ».

Pour le pouvoir, il fallait à tout prix en finir avec l'image d'un Mexique gangrené par la violence. Si les études manquent sur le sujet, il est apparu à beaucoup de journalistes mexicains que le traitement médiatique avait changé entre le mandat présidentiel de Felipe Calderón (PAN – Parti action nationale, droite), de 2006 à 2012, initiateur de la « *guerre contre les cartels* », et le début du mandat d'Enrique

Peña Nieto en 2012. « *Sous Calderón, il suffisait d'allumer la radio ou son ordinateur pour entendre parler de tortures, d'enlèvements, d'assassinats ou de fosses clandestines* », se souvient le journaliste José Reveles. Dès le retour au pouvoir du PRI, toutes ces informations ont été minorées. Les arrestations de barons de la drogue retransmises en direct à la télévision, les pistolets en or, les kilos de drogue et les liasses de dollars exhibés comme autant de trophées de guerre ont disparu du petit écran.

Désormais, « *Peña Nieto ne se grille plus, ce sont ses ministres qui parlent de la violence, lui ne l'évoque presque jamais* », observe Francisco Rivas, directeur de l'Observatorio Nacional Ciudadano (Observatoire national citoyen), une ONG mexicaine spécialisée sur la violence et les politiques sécuritaires. « *Mais en réalité, la politique sécuritaire de Peña Nieto est exactement la même que celle de son prédécesseur* », poursuit-il. « *L'armée est dans les rues, les effectifs de police augmentent, on crée de nouvelles forces de l'ordre, comme la gendarmerie, c'est le tout sécuritaire.* »

[[lire_aussi]]

En septembre dernier, le président, à l'occasion de sa seconde rentrée politique, se glorifiait d'avoir fait baisser la violence. En s'appuyant sur le seul taux d'homicides au niveau national, qui est passé de plus de 20 pour 100 000 habitants en 2011 à 15,5 en 2013. Il s'agit d'ailleurs de l'un des taux d'homicides les plus élevés des pays de l'OCDE, avec le Brésil. Mais les autres indicateurs (enlèvements, vols, violences) eux, n'ont pas baissé, tandis que la perception de la violence, elle, a fortement augmenté.

Par ailleurs, les chiffres nationaux « *cachent aussi des réalités régionales très disparates* », relève Francisco Rivas : « *La violence dans les États de Chihuahua (Ciudad Juarez) et du Nuevo León a certes diminué, mais en même temps, celle dans l'État du Guerrero a beaucoup augmenté.* » Les chiffres de la violence suivent en effet l'évolution des conflits entre cartels de la drogue et la capacité des autorités locales et fédérales à les canaliser. Depuis 2011, la violence du Guerrero, autrefois cantonnée dans les campagnes, est

arrivée en ville, à Chilpancingo et à Acapulco. Avec 59 homicides pour 100 000 habitants en 2013, le taux d'homicides du Guerrero est désormais le plus élevé du Mexique.

« *Le Guerrero est un État hors de contrôle* », déplore Francisco Rivas, qui alertait des dangers de la situation dans la zone depuis plus d'un an. « *Les tragédies d'Iguala et de Tlatlaya rappellent à Peña Nieto qu'on ne peut pas gouverner avec des discours* », dénonce le chercheur Carlos Flores : « *Si on ne s'attaque pas aux bases de la délinquance organisée, reconstruire le tissu social, on continuera à avoir ce genre de tragédie.* »

Le Mexique traverse sa pire crise des droits humains depuis le **massacre de Tlatelolco**, en 1968, quand près de trois cents étudiants avaient été tués par les forces de l'ordre. C'est également l'une des pires crises politiques qui s'amorce : décrédibilisés, aucun des trois grands partis mexicains (PAN, PRI et PRD) n'en

sortira victorieux, sauf au prix d'une profonde remise en question. Depuis un mois, les manifestations et les saccages de bâtiments officiels sont quotidiens dans le Guerrero.

Ángel Aguirre, le gouverneur de l'État et membre du PRD, poussé à la démission, a quitté vendredi 24 octobre un siège du gouvernement partiellement brûlé. Quelques jours avant, les maîtres d'école, accompagnés des parents des étudiants disparus, avaient mis le feu à l'imposant bâtiment de verre. Ces derniers ont promis de revenir : « *Nous sommes décidés à tout, s'il faut perdre la vie pour retrouver nos enfants, nous le ferons. L'indifférence du gouvernement, ça suffit.* » Pendant ce temps-là, le maire d'Iguala et son épouse sont toujours en fuite.

Boite noire

Émilie Barraza est une journaliste indépendante basée à México. C'est son premier article publié dans Mediapart.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.